

Comment l'usage de drones est devenu une promesse de mort pour les journalistes de Gaza

Description

Les frappes aériennes israéliennes ont tué ou mutilé au moins cinq journalistes palestiniens qui utilisaient des drones pour documenter la destruction de Gaza depuis le 7 octobre. Les témoignages de survivants et les sources militaires israéliennes révèlent que ce n'est pas par hasard.

Par Youssr Youssef et Magdalena Hervada, 27 mars 2025

Face à la guerre la plus meurtrière pour les journalistes de l'histoire moderne, Forbidden Stories dont la mission est de poursuivre le travail de journalistes tués au travail a entrepris d'enquêter sur le ciblage de la presse à Gaza.

Dans le cadre d'une collaboration unique, l'organisation a réuni plus de 50 journalistes de 18 médias à travers le monde. Incapables de se rendre librement à l'intérieur de la bande de Gaza, les membres du consortium ont contacté à distance des journalistes et des témoins oculaires. Ils et elles ont consulté des experts en balistique, en armes et en son. Grâce à des images satellite ils et elles ont pu révéler le ciblage délibéré de journalistes et de bâtiments médiatiques de Gaza par l'armée israélienne.

Le projet « Gaza » a été lancé en juin 2024 et a co-publié deux articles à l'époque avec Forbidden Stories. Aujourd'hui, le consortium publie une autre série d'articles, dont l'article ci-dessous que a co-publie. Pour consulter la liste complète des articles comprenant « Le projet Gaza » et plus d'informations sur la collaboration, cliquez [ici](#).

Le 15 février 2024, l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) a publié des images du camp de réfugiés d'Al-Shati à Gaza qui ont été vues dans le monde entier. Quatre mois après le début de la guerre contre la Bande de Gaza à la suite des attaques du Hamas le 7 octobre 2023, pour de nombreux témoins, c'était la première fois qu'ils avaient pu se faire une idée de l'ampleur des destructions dans le nord de l'enclave : des dizaines de bâtiments entravés et en partie effondrés, des ruines qui s'étendent jusqu'à l'horizon.

Abdallah Al-Hajj a filmé ces images par drone. Neuf jours après leur mise en ligne, le 24 février, le journaliste palestinien a été mutilé lors d'une frappe aérienne israélienne, qui a tué son neveu de 18 ans et un pêcheur. Al-Hajj, qui a perdu ses deux jambes dans l'attaque, a expliqué qu'il avait travaillé pour l'UNRWA pendant plus de 10 ans et qu'il était délibérément pris pour cible par l'armée israélienne pendant la guerre en cours.

« Deux jours après que j'ai été pris pour cible, ma maison a été touchée », a-t-il déclaré. « Pourquoi ? Pour détruire les archives que j'avais accumulées depuis plus de 20 ans dans toute la Bande de Gaza. Il ne reste plus que quelques images. »

https://www.instagram.com/reel/C3X62mmOPBR/?utm_source=ig_embed

À l'époque, Al-Hajj était l'un des rares journalistes restés dans le nord de Gaza, après que l'armée israélienne ait ordonné aux résidents de se déplacer vers le sud. Al-Hajj ne pouvait pas abandonner ses parents, qui étaient trop vieux pour faire la périlleuse traversée. Certaines des personnes qu'il a rencontrées au cours de ses reportages avaient eu recours à la consommation d'aliments pour animaux. « Chaque fois qu'ils m'ont vu avec mon drone et ma caméra, ils m'ont demandé de montrer au monde ce qui se passait à Gaza », a-t-il expliqué dans une interview avec nos partenaires du Monde. Il est donc retourné au camp d'Al-Shati.

Le jour où il a été blessé par le bombardement, il avait utilisé brièvement son drone pour filmer environ « cinq minutes » et « pas très haut, à environ 50 mètres » au-dessus de sa tête, comme le confirment ses images. En outre, l'armée israélienne venait alors de « boucler » une opération terrestre de deux semaines dans la région plus tôt dans la journée. Pourtant, même en l'absence de preuves de troupes au sol, Al-Hajj a quand même été attaqué.

« Si j'avais été pris pour cible dans une région [où il y avait des opérations militaires], ils m'auraient dit : « Par Dieu, Abdallah, il n'est pas raisonnable d'avoir utilisé votre drone [à cet endroit]. Mais là, j'étais dans une zone éloignée de tout, près de la mer, dans un espace ouvert », a déclaré Al-Hajj.

En réponse à une question concernant la frappe, l'armée israélienne a affirmé avoir « utilisé un avion de l'armée de l'air israélienne pour éliminer » une « cellule terroriste utilisant un drone, posant une menace imminente pour les forces dans la région de Shati ». Mais comme Al-Hajj a noté, « si j'appartenais au Hamas, je n'aurais jamais pu quitter la Bande de Gaza pour recevoir un traitement médical » (Al-Hajj a quitté Gaza avec autorisation en avril 2024 avant de recevoir un traitement au Qatar).

Depuis le 7 octobre, au moins cinq journalistes palestiniens qui ont utilisé des drones pour documenter les destructions de Gaza ont été tués ou grièvement blessés par des frappes israéliennes d'obus. Les témoignages de leurs collègues survivants, corroborés par des échanges avec des sources militaires israéliennes, démontrent l'absence de règles claires données aux soldats pour faire la distinction entre les combattants et les journalistes qui filment avec des drones.

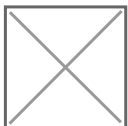


Photo montrant des Palestiniens pleurant le journaliste Ahmed Shiah tué lors d'une frappe aérienne israélienne, hôpital Nasser, Khan Younis, sud de la Bande de Gaza, le 15 janvier 2025. (Abed Rahim Khatib/Flash90)

« Je me sentais constamment menacé »

Confrontés à des attaques répétées contre la presse palestinienne, certains journalistes, comme Soliman Hijji, ont décidé au début de la guerre d'arrêter de filmer avec leurs drones. L'un des premiers journalistes à Gaza à utiliser cette technologie, Hijji a couvert sans relâche les attaques israéliennes préventives, et son travail lui a valu plusieurs prix internationaux. Mais cette fois, il a décidé que c'était trop risqué. « L'armée israélienne nous cible sans preuve et invente des prétextes », a-t-il expliqué. « C'est un moyen d'empêcher que l'histoire ne soit clairement transmise.

Comme Hijji et Al-Hajj, Shadi Al-Tabatibi passait d'innombrables heures avant la guerre à filmer Gaza avec un drone. Bien qu'il ait jadis « saisi la beauté » de sites historiques, après le 7 octobre, il a voulu documenter la dévastation. Cependant, quand il a appris le bombardement sur Al-Hajj, tout a changé.

« C'est à ce moment-là que je me suis dit, assez, je vais arrêter de filmer », a-t-il raconté. Cela malgré le fait que, comme l'a souligné le jeune journaliste, « filmer avec des drones est essentiel pour montrer l'ampleur réelle de la destruction, que les images prises du sol ne peuvent pas saisir complètement ».

Le bombardement contre Al-Hajj est loin d'être le premier à prendre la presse pour cible. Moins de deux mois plus tôt, le 7 Janvier 2005, Mustafa Thuraya, journaliste indépendant travaillant pour plusieurs médias, dont Al Jazeera et l'AFP, a lancé le tournage de ce qui allait être son dernier reportage. « Ce jour-là, Mustafa m'a demandé d'aller avec lui », a expliqué Al-Tabatibi, « mais je ne pouvais pas parce que ma femme [et moi] devions emmener notre petite fille, née pendant la guerre, se faire vacciner ». En manquant ce tournage, Al-Tabatibi a été chappé la mort pour la première fois.

Thuraya a été tué aux côtés du journaliste Hamza Al-Dahdouh, lorsque l'armée israélienne a pris pour cible leur voiture près de Khan Younis, dans le sud de Gaza. Le lendemain de l'attaque, l'armée israélienne a annoncé qu'elle avait « identifié et frappé un terroriste qui se servait d'un [drone] qui faisait peser une menace immédiate sur les soldats israéliens », et a publié ce qu'elle prétendait être des preuves liant Thuraya au Hamas, et son collègue au Jihad islamique palestinien.

Mais selon une enquête du Washington Post, des images satellite de la région et une analyse des images filmées par Thuraya qui avait auparavant travaillé pendant environ cinq ans en tant que photographe pour le ministère des Affaires religieuses à Gaza, aucune présence militaire israélienne ou quoi que ce soit qui aurait pu faire des journalistes une menace pour l'armée n'a été identifiée.

À la suite des attaques contre Thuraya et Al-Hajj, il est devenu difficile pour les journalistes palestiniens de Gaza de continuer à filmer avec des drones. Le chef de la sécurité d'un important média international a expliqué qu'en janvier 2024, l'entreprise a décidé de réduire l'utilisation de drones ; avant de cesser complètement de les utiliser en avril. « Je me souviens du moment où nous nous sommes dits, maintenant nous arrêtons », a-t-il déclaré. « C'était une période tellement remplie de mauvaises nouvelles qu'il était devenu impossible de continuer. »



Quelques instants après qu'une frappe aérienne israélienne ait tué les journalistes Hamza Al-Dahdou et Mustafa Thuraya, frères de Rafah, dans le sud de la Bande de Gaza, le 7 janvier 2024. (Mohammed Zaanoun/Activestills)

Mais les bombardements se sont poursuivis, et Al-Tabatibi allait perdre davantage de collègues. Il se rappelle avoir discuté des risques à utiliser des drones avec ses amis Ayman et Ibrahim Al-Gharbawi. Les deux frères, âgés de 23 et 32 ans, avaient vu leur studio photo, fruit de « 11 ans de dur labeur », détruits par les bombardements. Malgré cela, ils ne s'attendaient pas d'être courageux.

« Ibrahim m'a dit qu'il venait d'acheter un drone et qu'il voulait commencer à l'utiliser, et il m'a demandé de venir l'aider à le faire voler », a déclaré Al-Tabatibi. « J'ai répondu : « Ce n'est vraiment pas le bon moment. La situation est effrayante. »

Ibrahim et Ayman eurent à peine le temps de s'essayer à l'utilisation du drone. Le 26 avril 2024, ils étaient tués par une frappe aérienne, pendant ou juste après leur tournage, selon des témoins oculaires (ils ne portaient pas de gilets de presse).

En mai 2024, peu de temps avant l'occupation et la fermeture du point de passage de Rafah, Al-Tabatibi a finalement pris le départ pour le Caire, laissant derrière lui les fantômes de ses amis à Gaza, ainsi que ses deux drones. Il a donné à son ami et collègue Mohammed Abu Saada, trois mois plus tard aux côtés de trois de ses cousins lorsque Israël a bombardé la maison de son oncle. Selon le Comité pour la protection des journalistes (CPJ), peu avant sa mort, Abu Saada avait confié à sa mère que l'armée israélienne « tuait délibérément quiconque possédait un drone et l'utilisait pour filmer ».

Al-Tabatibi lui-même a partagé cette peur. « J'avais peur d'être pris pour cible chez moi, avec ma femme et mes enfants. Je me sentais constamment menacé. »

« Si on voyait un drone, on tirait sur la personne qui l'utilisait, sans poser de questions. »

Le soldat israélien Michael Ofer-Ziv ne connaissait pas les frères Al-Gharbawi, Thuraya, Abu Saada, ou aucun des autres journalistes tués à Gaza qui utilisaient des drones. Pendant les deux premiers mois de la guerre, il a été affecté dans la base militaire israélienne de Sde Teiman, chargé de vérifier que l'armée israélienne ne tirait pas sur ses propres soldats. « Au cours de cette guerre, je n'ai pas reçu de document officiel énumérant les règles d'engagement », a-t-il expliqué. « Et c'est un problème, parce que cela laisse beaucoup de place à l'interprétation. »

En ce qui concerne les drones, Ofer-Ziv a dit « l'ambiance générale » dans la salle de guerre était claire. « Si on voyait quelqu'un piloter un drone, et que ce drone n'était pas le nôtre, l'idée était de tirer sur le drone et la personne qui l'utilisait, sans poser de questions », a-t-il déclaré. Quant à savoir si cela s'appliquait aux journalistes, Ofer-Ziv dit : « Nous n'en avons pas parlé. » En juin 2024, après une période de réflexion, l'Ofer-Ziv refuse

officiellement de retourner au front.

En réponse à une question sur les règles d'engagement données à ses soldats, un porte-parole de l'armée israélienne a déclaré qu'il s'agissait d'un droit du conflit armé qui exigeait qu'il fasse la distinction entre les combattants ennemis et les journalistes et qu'il refusait de « faire des commentaires sur les directives opérationnelles, car celles-ci sont classifiées ». Mais plusieurs officiers militaires israéliens de haut rang ont affirmé l'absence de règles claires lorsqu'il s'agit de faire la distinction entre les combattants et les journalistes qui utilisent des drones.



Vue aérienne des bâtiments résidentiels détruits dans le quartier de Tel Al-Sultan, à la suite du retrait de l'armée israélienne, Rafah, sud de la Bande de Gaza, le 19 janvier 2025. (Ali Hassan/Flash90)

Lieutenant Colonel (réserviste) Maurice Hirsch, qui a servi pendant 19 ans dans le corps juridique de l'armée israélienne, a déclaré à nos partenaires de Paper Trail Media que si un soldat repère un drone dans une zone de combat proche des forces combattantes « je ne présumerai certainement aucune faute si ce drone et ses utilisateurs ont été pris pour cibles ! Il ne serait pas raisonnable de supposer qu'ils faisaient partie d'une force ennemie ». Ni Thuraya, ni Al-Hajj n'étaient dans une zone de combat, et les deux ont été pris pour cibles après avoir arrêté de filmer.

En effet, dès 2018, les responsables israéliens ont admis que l'armée pouvait prendre pour cible toute personne à Gaza qui utilise des drones près des forces armées israéliennes, qu'ils soient identifiés comme combattants ou qu'ils constituent une menace pour les soldats israéliens. Après que le journaliste palestinien Yasser Murtaja ait été tué alors qu'il utilisait un drone pour couvrir la Grande Marche du retour, par exemple, le Ministre de la Défense, Avigdor Liberman, a déclaré à la presse : « Je ne sais pas qui est ou n'est pas un photographe. Quiconque utilise des drones au-dessus des soldats des FDI doit comprendre qu'il se met en danger. »

A cause d'un grand nombre de meurtres, Al-Tabatibi n'est pas le seul ami proche à Gaza qui possède un drone. Au début du mois de mars, pendant le cessez-le-feu, Forbidden Stories a demandé à Mahmoud Samir Isleem Al-Basos de filmer Gaza à la fois pour poursuivre le travail des journalistes utilisant des drones tués ou blessés pendant la guerre, et pour permettre aux lecteurs et lectrices de visualiser l'ampleur sans précédent de la destruction.

Pourtant, malgré le cessez-le-feu, le 15 mars, Al-Basos a été tué alors qu'il était en mission pour la fondation caritative Al-Khair dans le nord de Gaza. Selon son cousin, qui a parlé au CPJ, Al-Basos portait son gilet de presse et son casque. Ce matin-là, deux bombardements israéliens ont frappé Beit Lahia, tuant au moins six autres personnes. Parmi les victimes figuraient des travailleurs humanitaires et des cameramans envoyés par Al-Khair. L'ONG a expliqué qu'elle utilisait un drone pour filmer la préparation d'un repas du ramadan et l'extension

future d'un camp de réfugiés.

L'armée israélienne a affirmé que ces frappes visaient des « terroristes » dont deux utilisaient un drone et a publié une liste d'erreurs avec les noms et les photos des personnes qui, selon elle, auraient été tués dans l'attaque. La liste ne mentionne ni le nom de Al-Basos ni sa photo dans la liste des « terroristes », mais y figure un nom qui ressemble au sien, appartenant à un individu décrit par l'armée israélienne comme « un terroriste du Hamas opérant sous une couverture journalistique ». Sur la base de nos recherches, l'individu nommé par l'armée n'a aucun lien direct avec Al-Basos et n'a pas été tué dans le bombardement.

Selon des journalistes qui le connaissaient, des employées de la Fondation Al-Khair, ainsi qu'un représentant du Hamas interviewé pour cet article, Al-Basos n'était pas affilié au Hamas ou au Jihad islamique palestinien. Bellingcat a également géolocalisé les deux frappes à Beit Lahia à la première environ deux kilomètres d'un poste de l'armée israélienne près de la clôture entourant Gaza, et la seconde environ trois kilomètres et contredisant toute allégation selon laquelle la présence d'un drone représenterait une menace pour l'armée.

En réponse à de multiples demandes d'éléments de preuve pour appuyer ses accusations, un porte-parole de l'armée israélienne a déclaré qu'ils « ne feraient pas davantage de commentaires sur les déclarations publiées » et « rejetait de manière catégorique l'allégation d'une attaque systématique contre des journalistes ».

« Israël a, à maintes reprises, formulé des affirmations similaires sans produire de preuves crédibles », a expliqué Doja Daoud du CPJ. « Nous savons que cette pratique met en danger les journalistes et érode la confiance du public dans les reportages de Gaza par des journalistes palestiniens ». Le CPJ vient d'ajouter Al-Basos à sa liste de journalistes tués par l'armée israélienne, et se réfère à son cas comme à un « meurtre ».

Des reportages supplémentaires ont été fournis par Mariana Abreu (Forbidden Stories), Hoda Osman et Zarifa Abou Qoura (ARIJ), Jake Godin et Charlotte Maher (Bellingcat), Thomas Bordeaux (volontaire avec le programme d'authentification globale de Bellingcat), et Maria Retter (Paper Trail Media).

Yousr Youssef est un journaliste d'investigation pour Forbidden Stories. Avant de rejoindre l'organisation, elle a travaillé comme journaliste pour le journal français Le Figaro. Elle a également réalisé le documentaire, « René Carmille, un hacker sous occupation », qui offre une perspective historique de l'utilisation abusive des données personnelles et a reçu des prix dans plusieurs festivals.

Magdalena Hervada est une journaliste d'investigation française et espagnole chez Forbidden Stories.

Traduction: LG pour l'Agence Média Palestine

Source: [972 mag](#)

date créée

2025/04/01